

Greffé
du Tribunal de Commerce de
Poitiers
24 Rue du Moulin à Vent
86036 POITIERS. CEDEX
- N° SIRET : 43247947500019 -
- CODE APE 741 A -

**CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE**

Concernant :

Sté A.P.S. AUTOMOBILES
60 Bis avenue de la Loge
86440 MIGNE AUXANCES

Dépôt effectué par :

ELFA FIDAL
La Roche Plate
16130 GENSAC LA PALLUE

Numéro RCS : Poitiers B 349 203 208

<33625/2001B00269>

Pièces déposées le 28/10/2008	Numéro : 2803518
Rapport du commissaire aux comptes à la transformation sté du 14/06/2008	
Décision de l'associé unique du 30/06/2008 - Renouvellement de mandat de Commissaire aux comptes - Augmentation de capital - Transformation de société en : - Nomination de Président	
Statuts mis à jour du 30/06/2008	

***** CECI N'EST PAS UNE FACTURE *****

Le Greffier,



Jean-Paul BARBOTTIN
COMMISSAIRE AUX COMPTES

186, RUE SAINT-ROCH
16000 ANGOULEME

 05.45.93.03.03
FAX 05.45.93.15.16

RAPPORT SUR LA SITUATION ET A LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE
A RESPONSABILITE LIMITEE APS AUTOMOBILES EN SOCIETE PAR ACTIONS
SIMPLIFIEE

**RAPPORT SUR LA SITUATION ET A LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE
A RESPONSABILITE LIMITEE APS AUTOMOBILES EN SOCIETE PAR ACTIONS
SIMPLIFIEE**

Mesdames, Messieurs,

Vous avez été convoqués à l'assemblée générale extraordinaire qui doit se tenir le 30 juin 2008 en vue de transformer votre SARL en société par actions simplifiée.

Vous m'avez désigné en qualité de commissaire à la transformation de votre société, je vous présente mon rapport sur cette transformation.

Je me suis assuré que les conditions de base de la transformation soient bien remplies, à savoir capital social au moins égal à 37 000 Euros et entièrement libéré.

J'ai contrôlé l'actif net de votre société, composé notamment d'immobilisations incorporelles et corporelles, d'un stock de marchandises et de créances, déduction faite d'un passif courant de fournisseurs et de dettes diverses essentiellement sociales et fiscales, correctement établi, ainsi que des emprunts consentis pour le financement des immobilisations et du stock.

A la date du 31 décembre 2007, cet actif net ressort à 89 741 Euros et comprend le résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 décembre 2007, qui s'est élevé à 25 460 Euros. Les comptes de cet exercice seront soumis à votre approbation et leur affectation décidée par votre assemblée générale du 30 juin 2008.

Cette transformation s'opérera sans création d'un être moral nouveau et prendra effet à compter du jour de la décision de l'AGE de l'associé unique.

J'apprécie sous ma responsabilité à la somme de 6 117 845 Euros, la valeur des biens composant l'actif social de votre société, conformément à l'article L. 224.3 du Code de commerce

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social de votre société. Je constate qu'aucun avantage particulier n'est accordé à quiconque et j'atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

Fait à Angoulême, le 14 juin 2008

Jean-Paul BARBOTTIN

COMMISSAIRE AUX COMPTES

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, positioned over the printed name and title.

APS AUTOMOBILES
Société à responsabilité limitée
au capital de 48 000 euros
Siège social : 60 Bis avenue de la Loge
86440 MIGNE AUXANCES
349 203 208 RCS POITIERS

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 30 JUIN 2008

L'an deux mille huit, et le trente juin, à 10 heures, au siège social de la société GPS AUTOMOBILES, 356 Route de Paris, 16160 GOND PONTouvre.

La société THIERRY SAYAH INVESTISSEMENTS, Société par actions simplifiée, au capital de 3.227.000,00 Euros ayant son siège social à 356 Route de Paris 16160 GOND PONTouvre immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 489 313 890, représentée par Monsieur Thierry SAYAH.

Propriétaire de la totalité des 3.000 parts de 16 Euros composant le capital social de la Société APS AUTOMOBILES,

Associée unique de ladite société,

I - A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été établis par Monsieur Thierry SAYAH, Gérant non associé.

Ces documents ont été tenus au siège social à la disposition du Commissaire aux comptes, à partir du 30 avril 2008, soit dans les quatre mois de la clôture de l'exercice.

Les comptes annuels de l'exercice, le rapport de gestion et le rapport général du Commissaire aux comptes ont été adressés le 30 avril 2008 à l'associée unique, soit dans les quatre mois de la clôture de l'exercice.

Par ailleurs, Monsieur Thierry SAYAH entend soumettre à l'associée unique son souhait de voir le capital de la société porté à la somme de 459.000 Euros, par compensation avec partie de la créance en compte courant d'associé détenue par l'associée unique dans les livres comptables de la société

Le Gérant a constaté selon arrêté de compte en date du 20 juin 2008, que l'associée unique détenait une créance certaine, liquide et exigible sur la société d'un montant de 510.041 Euros.

Cet arrêté de compte a été confirmé par Monsieur Jean-Paul BARBOTIN, commissaire aux comptes, selon attestation en date du 20 juin 2008.

Que l'associé unique entend qu'il soit procéder à une augmentation de capital par compensation avec ladite créance.

Enfin, le Gérant entend voir évoluer la forme sociale actuelle vers une forme sociale de société par actions simplifiée à associée unique.



II – EN CONSEQUENCE, L'ASSOCIEE UNIQUE A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

DECISIONS A CARACTERE ORDINAIRE :

- Rapport de la gérance sur l'activité de la Société ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et quitus à la gérance ;
- Affectation du résultat ;
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du Code du commerce, approbation des conventions qui y sont mentionnées ;
- Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007,
- Renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes ;

DECISIONS A CARACTERE EXTRAORDINAIRE :

- Augmentation du capital social à concurrence de la somme de 411.000 Euros ;
- Approbation des conclusions du Commissaire aux Comptes sur la transformation de la société en SAS ;
- Transformation de la société en SAS ;
- Adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme ;
- Désignation du Président ;
- Effet de la transformation ;
- Pouvoirs à donner.

DECISIONS A CARACTERE ORDINAIRE

PREMIERE DECISION

L'associée unique, connaissance prise du rapport de gestion relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un bénéfice de 25.460 Euros. Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion de la gérance.

En conséquence, l'associée unique donne au Gérant quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION

Affectation de résultat

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 25 460 euros, de la manière suivante :



Origine

Résultat de l'exercice		25 460 euros
Dotations aux réserves :		
Aux autres réserves, soit	25 460 euros	
Totaux	25 460 euros	25 460 euros

L'associé unique rappelle qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

TROISIÈME DECISION

Conformément aux dispositions de l'article L.223-19 du Code de commerce, la présente décision fait mention des conventions intervenues dans la société telles qu'elles doivent être reportées dans le registre des délibérations :

1. La société TSI a facturé des prestations de direction à la société APS AUTOMOBILES ; montant : 87.925 € Ht/an
2. La société TSI a facturé de la téléphonie à la société APS AUTOMOBILES ; montant : 1.052,80 € Ht/an
3. La société APS AUTOMOBILES a rémunéré les avances en comptes-courants de TSI pour un montant de : 13.002,00 € /an
4. La société TSI a refacturé à la société APS AUTOMOBILES des intérêts de découvert ; montant : 1.570,70 € Ht/an
5. La société TSI a redistribué à la société APS AUTOMOBILES des commissions de crédit à concurrence de la somme 27.061 € Ht/an
6. La société APS AUTOMOBILES a perçu des sous-loyers de la société MOTORS RCO, au titre de la mise à disposition d'un hall de vente à MIGNE-AUXANCES, pour un montant annuel de 9.000 €uros Ht.
7. La société GPS AUTOMOBILES a facturé à la société APS AUTOMOBILES, des prestations de sous-traitance en matière comptable ; montant : 3.000 € Ht/an
8. La société APS AUTOMOBILES loue ses locaux à la SCI DE LA CHAUVELIERE, pour un montant annuel de [122.550] € Ht/an.

QUATRIÈME DECISION

L'associée unique, prenant acte de l'expiration des mandats de Monsieur BARBOTTIN Jean-Paul et de Monsieur ORDONNEAU François, respectivement, Commissaire aux comptes titulaire et Commissaire aux comptes suppléant de la Société, décide de renouveler lesdits mandats pour une durée de six exercices expirant à la date d'approbation des comptes de l'exercice clos en 2013.

Les Commissaires ont fait savoir qu'ils acceptaient chacun en ce qui les concerne le renouvellement de leur mandat.



DECISIONS A CARACTERE EXTRAORDINAIRE :

CINQUIEME RESOLUTION

L'associée unique, après avoir pris connaissance du rapport de la gérance et de l'attestation du commissaire aux comptes, décide d'augmenter le capital de 411.000 €, pour le porter de 48.000 € à 459.000 €, par élévation du nominal de chaque part sociale qui passe de 16 Euros à 153 Euros à libérer par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société, lors de la souscription, en totalité.

SIXIEME RESOLUTION

L'associée unique décide de modifier de la manière suivante les articles 6 et 7 des statuts :

« Article 6 – FORMATION DU CAPITAL

Il est ajouté la phrase suivante :

« Suivant décision de l'associée unique en date du 30 juin 2008, le capital a été porté de 48.000 Euros à 459.000 Euros par élévation du nominal ».

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 459.000 €. Il est divisé en 3.000 parts sociales de 153 Euros chacune numérotées de 1 à 3.000 ».

SEPTIEME RESOLUTION

L'associée unique, connaissance prise des rapports du gérant et du commissaire aux comptes sur la situation de la société ainsi que sur la valeur des biens composant l'actif social et sur les avantages particuliers :

- approuve expressément l'évaluation des biens composant l'actif social.
- constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti.

Il prend acte de l'attestation faite par le commissaire certifiant que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

HUITIEME RESOLUTION

Comme conséquence de l'adoption de la septième résolution et après avoir pris connaissance des rapports du gérant et du commissaire aux comptes, l'associée unique constate que les conditions légales pour la transformation inscrite à l'ordre du jour sont réunies.

L'associé unique, décide la transformation de la société en société par actions simplifiée avec effet à compter de ce jour.



Ce changement de forme n'entraîne aucune modification de la durée, de la dénomination, du siège social et du montant du capital qui reste divisé en actions inscrites en compte au nom de son titulaire actuel.

NEUVIEME RESOLUTION

Comme conséquence de la transformation, l'associé unique, connaissance prise du projet de nouveaux statuts dont le texte lui a été communiqué, adopte dans toutes leurs dispositions ces statuts qui régiront la société sous sa forme nouvelle. Il approuve notamment et plus spécialement les stipulations statutaires concernant :

- la cession et la transmission des actions,
- l'organisation de la direction de la société,
- la nature, la forme et les conditions des décisions collectives.

Un exemplaire de ces statuts, signé comme le présent procès-verbal, lui demeurera annexé.

DIXIEME RESOLUTION

Conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts, l'associée unique désigne en qualité de Présidente de la société : la société THIERRY SAYAH INVESTISSEMENTS, Société par actions simplifiée, au capital de 3.227.000,00 Euros ayant son siège social à 356 Route de Paris 16160 GOND PONTouvre, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANGOULEME sous le numéro 489 313 890, prise en la personne de son président Monsieur Thierry SAYAH, demeurant 8, rue de la Frenaie 17140 LAGORD.

Monsieur Thierry SAYAH est désigné en qualité de représentant permanent de la société THIERRY SAYAH INVESTISSEMENTS.

Il décide également que la rémunération de la société THIERRY SAYAH INVESTISSEMENTS, fera l'objet d'une décision ultérieure.

Monsieur Thierry SAYAH, es-qualité, déclare accepter le mandat confié à la société THIERRY SAYAH INVESTISSEMENTS et indique qu'il n'existe aucun empêchement de quelque nature qu'il soit à l'exécution dudit mandat.

Cette désignation est faite pour une durée illimitée.

La Présidente ainsi nommée aura, conformément à l'article 13 des statuts, tous pouvoirs pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social. Elle représentera la société à l'égard des tiers.

La Présidente déclare accepter son mandat.

ONZIEME RESOLUTION

La transformation sera opposable aux tiers dès l'inscription au registre du commerce et des sociétés des modifications qui en résultent. Toutefois, elle produit immédiatement effet dans les rapports entre les associés et la direction de la société.

La transformation reste sans incidence sur les mandats des commissaires aux comptes dont les missions se poursuivront jusqu'à la date de leur expiration normale.

 5

La durée de l'exercice en cours n'est pas modifiée. Les comptes dudit exercice seront établis, contrôlés, communiqué à l'associée unique et soumis à son approbation dans les conditions prévues aux nouveaux statuts. Le rapport de gestion sera également établi, communiqué et présenté conformément aux dispositions statutaires de la société sous sa forme nouvelle.

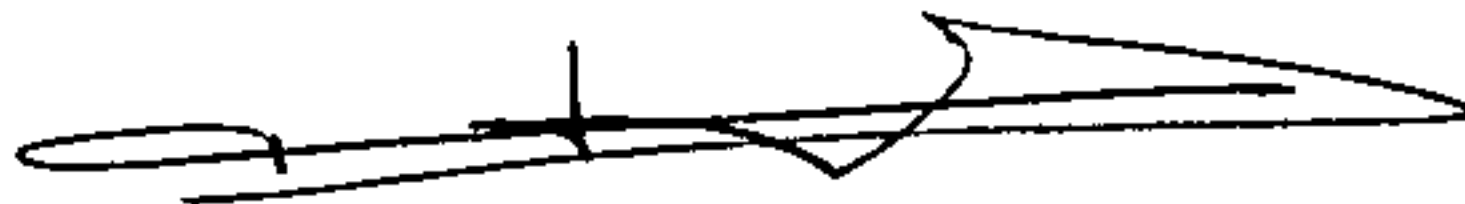
L'associée unique statuera sur ces comptes et ce rapport conformément aux règles édictées par les statuts applicables à la société par actions simplifiée. A cet égard, la transformation est réputée avoir pris effet du premier jour de l'exercice actuellement en cours.

DOUZIEME RESOLUTION

Les présentes décisions seront publiées conformément à la législation et aux règlements en vigueur. A cet effet, tous pouvoirs sont conférés à Monsieur Thierry SAYAH, avec faculté pour lui de déléguer ses pouvoirs.

CLÔTURE

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associée unique et reproduit sur le registre de ses décisions.



Enregistré à : S.I.E. DE POITIERS SUD

Le 23/07/2008 Bordereau n°2008/999 Case n°9

Ext 4235

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent

Odile VENDE



APS AUTOMOBILES
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Au capital de 459.000 €

**Siège social 60 bis, avenue de la Loge
86440 MIGNE AUXANCES**

RCS POITIERS 349 203 208

S T A T U T S

Statuts adoptés par l'associée unique selon décisions en date du 30 juin 2008.

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, positioned below the text of the statutes.

LA SOUSSIGNÉE :

La société THIERRY SAYAH INVESTISSEMENTS, Société par actions simplifiée, au capital de 3.227.000,00 Euros ayant son siège social à 356 Route de Paris 16160 GOND PONTouvre immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de POITERS sous le numéro 489 313 890, représentée par Monsieur Thierry SAYAH,

société ci-après dénommée "l'associée unique",

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée que l'associé unique a décidé d'instituer.

ARTICLE 1er - FORME

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 25 octobre 1988 à PARTHENAY.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée suivant décision de l'associé unique en date du 30 juin 2008.

La société par actions simplifiée qui continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient ultérieurement créées, est régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société, et par les présents statuts.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée : **APS AUTOMOBILES**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- L'exploitation à titre de concessionnaire, agent ou autrement, de tout fonds de commerce de vente, réparation et location de véhicules automobiles, neufs, occasions, vente de carburants et lubrifiants et produits annexes.
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec de tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou dation en location-gérance de tous biens ou droits, ou autrement,

- Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout patrimoine social.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège de la société est fixé à : MIGNE-AUXANCES (86440), 60 bis avenue de la Loge.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine ont tous été des apports de numéraire.

Suivant décisions de l'associée unique en date du 30 juin 2006, le capital a été porté de 45.734,71 Euros à 643.305,65 Euros par élévation du nominal, puis a été réduit de 595.305,65 Euros par diminution de la valeur nominale de chaque part sociale.

Suivant décisions de l'associée unique en date du 30 juin 2008, le capital a été porté de 48.000 Euros à 459.000 Euros par élévation du nominal.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 459.000 Euros.

Il est divisé en 3.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 153 Euros chacune.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

ARTICLE 9 – FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émises par la société revêtent obligatoirement la forme nominative. Elles sont inscrites en compte au nom de leur propriétaire.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit, par décision de l'associée unique par les moyens et selon les modalités prévus par la loi pour les sociétés anonymes.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Les cessions ou transmissions d'actions de l'associé unique, quelle qu'en soit la forme, s'effectuent librement.

Il en est de même des valeurs mobilières donnant accès au capital, souscrites par l'associée unique. Toutefois, leur cessionnaire et tout cessionnaire successif ne peuvent eux-mêmes les céder ou les transmettre sous quelque forme que ce soit, sans l'agrément préalable de l'associée unique, dans les conditions prévues à l'article 24 applicables après la perte du caractère unipersonnel de la société.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

L'associée unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 13 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ – DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales.

Le président de la société et les directeurs généraux sont désignés pour une durée limitée ou non, par l'associée unique.

Le président de la société et les directeurs généraux peuvent résilier leurs fonctions en prévenant l'associé unique trois mois au moins à l'avance. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'associée unique. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués à l'associé unique par les dispositions légales ou les présents statuts.

A titre de règle interne, inopposable aux tiers, le président de la société ne peut, sans l'autorisation de l'associé unique :

- contracter des emprunts à l'exception des découverts en banque ou des dépôts consentis par l'associé unique,
- effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles,
- constituer des sûretés, consentir des cautionnements, avals et garanties,
- participer à la fondation de sociétés et faire tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre une participation dans ces sociétés,
- prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la société détient la totalité des titres de capital et des droits de vote.

Cette limitation de pouvoirs ne s'applique pas au président de la société qui a la qualité d'associé unique.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, le ou les directeurs généraux conservent, sauf décision contraire de l'associé unique, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que ceux attribués par le présent article au président de la société non associé, à l'exclusion des pouvoirs propres consentis au président par les autres articles.

Le président de la société et le ou les directeurs généraux ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés par l'associée unique.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du Code du travail, exclusivement auprès du président de la société.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et un dirigeant sont mentionnées au registre des décisions sociales.

Lorsque le dirigeant n'est pas associé, les conventions intervenant entre lui et la société, directement ou par personne interposée, sont soumises à l'autorisation préalable de l'associée unique.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société, personne physique, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président de la société. Elle s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16 – OBJET DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE

Les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les dispositions légales applicables aux sociétés par actions simplifiées comprenant plusieurs associés sont exercés par l'associée unique qui, en cette qualité, ne peut déléguer ses pouvoirs et prend les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,
- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux, fixation de leur rémunération et de la durée de leurs fonctions,
- autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,
- nomination des commissaires aux comptes,

- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs.

L'associé unique statue enfin sur toute autre proposition concernant la conduite des affaires sociales.

S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président et à l'associée unique de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doit être prises par l'associée unique la décision relative à l'examen des comptes annuels.

En ce cas la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

L'associée unique accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

ARTICLE 17 - INFORMATION DE L'ASSOCIEE UNIQUE

S'il n'exerce pas lui-même la présidence de la société, l'associée unique a, sur tous les documents sociaux, un droit de communication permanent qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits.

En outre, sont tenus à sa disposition quinze (15) jours au moins avant la date où il est appelé à les approuver, les comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, le rapport du commissaire aux comptes, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution.

Pour toute autre consultation, le président de la société non associé adresse ou remet à l'associé unique avant qu'il ne soit invité à prendre les décisions qui lui incombent, le texte des projets de résolution et le rapport du président de la société ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

ARTICLE 18 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition du commissaire aux comptes un mois au moins avant la date à laquelle l'associé unique est appelé à les approuver ou, si ce dernier n'exerce pas lui-même la présidence, un mois au moins avant la date à partir de laquelle il peut exercer son droit d'information.

L'associée unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes, dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également approuvés par l'associé unique dans ce délai.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau, être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou être appréhendé par l'associée unique à titre de dividende. La décision est prise par l'associé unique.

En outre, l'associée unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 20 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure prévue par la loi s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision de l'associée unique à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'associé est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'associée unique.

ARTICLE 21 – LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par la loi, notamment lorsque l'associée unique est une personne morale.

L'associée unique règle le régime de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

L'actif net, après remboursement du nominal des titres de capital, est attribué à l'associé unique.

ARTICLE 22 - PERTE DU CARACTÈRE UNIPERSONNEL

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision sur les actions, en pleine propriété ou en nue-propriété, chaque indivisaire ayant la qualité d'associé.

La société se trouvera alors régie par les dispositions propres aux sociétés par actions simplifiées dont le capital est la propriété de plusieurs associés, ainsi que par les dispositions des présents statuts pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à la société par actions simplifiée unipersonnelle ni contraires aux articles 23 à 32 ci-après et sans préjudice de la faculté laissée alors aux associés de modifier les statuts.

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les actions dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une société par actions simplifiée unipersonnelle selon les dispositions des articles 1 à 21.

ARTICLE 23 – MODIFICATIONS DU CAPITAL - ROMPUS

En cas d'émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, la transmission du droit de souscription à ces titres ou valeurs est soumise aux dispositions prévues à l'article 24 pour la transmission des titres eux-mêmes.

Ces dispositions sont également applicables en cas de renonciation individuelle d'un associé à son droit préférentiel de souscription.

Les augmentations et réductions du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ». Dans ce cas, comme chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque notamment par conversion, échange ou attribution, les titulaires possédant un nombre de titres inférieur à celui requis pour exercer ce droit doivent faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des titres nécessaires.

La société a toujours la faculté d'exiger, par une décision extraordinaire des associés, le rachat de tout ou partie de ses propres actions de préférence.

ARTICLE 24 – TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

1. Les titres de capital et les valeurs mobilières donnant accès au capital se transmettent librement entre associés, en cas de succession, de liquidation du régime matrimonial ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant du cédant.

Toute autre transmission ou cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, volontaire ou forcée, à titre gratuit ou onéreux, sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit est soumise à l'agrément préalable de la société donné par le président.

La demande d'agrément doit être notifiée à la société. Elle indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des titres dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation de la valeur des titres dans les autres cas.

L'agrément résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

Si le cessionnaire n'est pas agréé, la société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus de faire acquérir les titres soit par un associé, soit par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par elle-même. A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément l'achat n'est pas réalisé, la cession peut être régularisée au profit du cessionnaire proposé. Toutefois, ce délai peut être prorogé par décision de justice dans les conditions prévues par l'article L. 228-24 al. 3 du Code de Commerce.

Le cédant peut renoncer à tout moment à la cession de ses titres.

Lorsque les titres de capital sont rachetés par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital, celle-ci est tenue de les annuler.

En cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à agrément du président suivant la distinction faite pour la transmission des titres eux-mêmes. Il en est de même des renonciations aux droits de souscription faites au profit de personnes dénommées.

L'agrément du président de la société n'est pas requis lorsqu'une ou plusieurs personnes non associées sont admises dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital ou d'une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital résultant d'une décision collective des associés et ne prévoyant pas l'exercice du droit préférentiel des associés.

Si le président de la société a donné son consentement à un projet de nantissement de titres de capital dans les conditions prévues ci-dessus pour l'autorisation d'une cession de titres de capital, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres de capital nantis selon les dispositions de l'article 2078, al. 1er du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, les racheter sans délai, en vue de réduire son capital.

2. La transmission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, ayant son origine dans la disparition de la personnalité morale d'un associé y compris en cas de fusion, de scission ou de toute autre opération emportant transmission universelle du patrimoine de la personne morale associée s'opère librement.
3. Les demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues dans le cadre de la procédure d'agrément sont faites par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception.
4. Les clauses du présent article ne peuvent être modifiées qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur ces conventions.

Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes et à tout associé, sur sa demande.

Les interdictions prévues à l'article 14 s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article au président de la société et aux directeurs généraux.

ARTICLE 26 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les pouvoirs dévolus à l'associée unique dans le cadre de la société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés dans les formes et conditions ci-après prévues.

ARTICLE 27 - OBJET DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions qui sont prises collectivement par les associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont les suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,
- examen du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 30 et décisions s'y rapportant,
- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux, détermination de la durée de leurs fonctions, fixation de leur rémunération,
- autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,
- nomination des commissaires aux comptes.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés statuent également sur toute proposition concernant la conduite des affaires sociales.

Les décisions extraordinaires sont les suivantes :

- agrément préalable des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,

- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs, fixation de leurs pouvoirs et de leur rémunération.

ARTICLE 28 – FORME DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés résultent au choix du président de la société d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président de la société.

La convocation est faite dix (10) jours au moins avant la date de la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se réunir sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulée par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date où doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

ARTICLE 29 - PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives dès lors que ses titres de capital sont inscrits en compte à son nom.

Les propriétaires indivis de titres de capital sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix.

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote attaché au titre de capital appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

L'associé peut se faire représenter à l'assemblée par son conjoint ou par un autre associé justifiant d'un mandat.

La société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme ne faisant pas appel public à l'épargne, privés du droit de vote par la loi, seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf dispositions contraire des présents statuts.

ARTICLE 30 – REGLES DE MAJORITE POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

Toutefois, les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article 227-19 du Code de Commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation de l'engagement des associés,.
- changement de la nationalité de la société.

ARTICLE 31 - PROCÈS VERBAUX

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

ARTICLE 32 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date où ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

ARTICLE 33 - NOMINATION DU PRESIDENT DE LA SOCIETE – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le président de la société est la société THIERRY SAYAH INVESTISSEMENTS, Société par actions simplifiée, au capital de 3.227.000,00 Euros ayant son siège social à 356 Route de Paris 16160 GOND PONTouvre immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de POITIERS sous le numéro 489 313 890, prise en la personne de son président Monsieur Thierry SAYAH, demeurant 8, rue de la Frenaie 17140 LAGORD, désigné en qualité de représentant permanent de la société THIERRY SAYAH INVESTISSEMENTS.

Il est nommé pour une durée illimitée à compter de ce jour.

Monsieur Thierry SAYAH, es-qualité, déclare accepter le mandat confié à la société THIERRY SAYAH INVESTISSEMENTS et indique qu'il n'existe aucun empêchement de quelque nature qu'il soit à l'exécution dudit mandat.

Les mandats des commissaires aux comptes demeurent inchangés ; les missions se poursuivront jusqu'à la date de leur expiration normale.